



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
30 avril 2015
Français
Original: anglais

Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Vingt-sixième réunion

New York, 25 juin 2015

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 5
de l'article 8 de la Convention, de neuf membres du Comité
pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer
ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2016**

Élection de neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2016

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la vingt-sixième Réunion des États parties se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 25 juin 2015, en vue d'élire parmi une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2016 (sect. I). Neuf membres continueront de siéger au Comité jusqu'au 19 janvier 2018 (sect. III).

I. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2016

<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Alexey Avtonomov	Fédération de Russie
M. José Francisco Calí Tzay	Guatemala
M ^{me} Fatimata-Binta Victoire Dah	Burkina Faso
M. Ion Diaconu	Roumanie
M. Huang Yong'an	Chine
M ^{me} Patricia Nozipho January-Bardill	Afrique du Sud

GE.15-08609 (F) 150515 200515



* 1 5 0 8 6 0 9 *

Merci de recycler



<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Dilip Lahiri	Inde
M. Pastor Elías Murillo Martínez	Colombie
M. Carlos Manuel Vázquez	États-Unis d'Amérique

II. Liste de candidats désignés par les États parties

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 11 décembre 2014, a invité les États parties à la Convention à présenter dans un délai de deux mois des candidatures pour l'élection de neuf membres du Comité. Les renseignements biographiques concernant ces candidats, reçus avant le 6 avril 2015, figurent en annexe au présent document.

3. On trouvera ci-après, par ordre alphabétique, la liste des personnes dont la candidature a été présentée pour l'élection au Comité, ainsi que des États parties qui les ont désignées.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Alexey Avtonomov	Fédération de Russie
M. José Francisco Calí Tzay	Guatemala
M ^{me} Fatimata-Binta Victoire Dah	Burkina Faso
M. Ion Diaconu	Roumanie
M. Michael Karayanni	Israël
M ^{me} Yanduan Li	Chine
M. Nicolás Marugán	Espagne
M ^{me} Gay Mcdougall	États-Unis d'Amérique
M. Pastor Elias Murillo Martinez	Colombie
M ^{me} Salomé Ndayisaba	Burundi
M ^{me} Verene Albertha Shepherd	Jamaïque
M. Mario Jorge Yutzis	Argentine

III. Membres dont le mandat expire le 19 janvier 2018

<i>Membres</i>	<i>Désigné par</i>
M. Noureddine Amir	Algérie
M. Marc Bossuyt	Belgique
M ^{me} Anastasia Crickley	Irlande
M ^{me} Afiwa-Kindena Hohoueto	Togo
M. Anwar Kemal	Pakistan

<i>Membres</i>	<i>Désigné par</i>
M. Melhem Khalaf	Liban
M. Gün Kut	Turquie
M. Jose A. Lindgren Alves	Brésil
M. Yeung Kam John Yeung Sik Yuen	Maurice

Annexe*

Alexey Avtonomov (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance: 9 mars 1959, Moscou

Langues de travail: Allemand, anglais, bulgare, finnois, français, espagnol, italien, polonais, portugais, russe et serbe

Situation/fonctions actuelles

- Depuis 1994: chercheur principal à l'Institut de l'État et du droit (Académie russe des sciences)
- Depuis 2007: Directeur du Centre de droit comparé de l'École supérieure d'économie (Russie)
- Depuis 2007: rédacteur en chef de la revue de sciences juridiques *Gosudarstvo i Pravo* (L'État et le droit)
- Depuis 2011: avocat (en activité)
- Rédacteur en chef d'autres revues: *Voprosy Yuvenalnoy Yustitsii* (Questions de justice des mineurs), *Grazhdanskoye Obshchestvo* (Société civile)

Principales activités professionnelles

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale depuis 2003 (Président de 2012 à 2014, Vice-Président de 2008 à 2010 et de 2014 à 2016, chef du Groupe de travail sur l'alerte rapide et l'action urgente de 2014 à 2016, ancien membre dudit groupe, rapporteur de pays à la majorité des sessions)

Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE chargé de la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, aussi axé sur la question de l'intolérance et de la discrimination contre les chrétiens et les membres d'autres religions en 2014 (nommé par la Suisse) et en 2015 (nommé par la Serbie)

- Travaux de recherche sur les droits de l'homme et le droit international
- Rédaction d'articles et d'ouvrages
- Conférences et ateliers à l'intention des universitaires et des praticiens sur le droit, l'action des ONG et les droits de l'homme
- Conseils scientifiques
- Conseils juridiques à l'intention de particuliers et de personnes morales
- Représentation en justice
- Rédaction d'opinions juridiques pour des tribunaux russes et étrangers
- Tâches inhérentes à la fonction de rédacteur en chef de revues juridiques

* Les renseignements biographiques ne sont pas revus par les services d'édition.

Études

- 1981: diplôme de la faculté de droit international, à l'Institut des relations internationales d'État de Moscou
- 1984: doctorat en droit, Institut des relations internationales d'État de Moscou
- 1999: doctorat en sciences juridiques, Institut de l'État et du droit (Académie russe des sciences)
- 2003: diplôme de professeur de droit, Université d'État de Moscou, nommé pour succéder à M. Lomonosov
- 2008: diplôme de professeur de droit de l'Université Kunaev (Almaty, Kazakhstan)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- A participé aux ateliers et séminaires organisés par le Groupe de la lutte contre la discrimination du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- Membre de la Chambre de la société civile de Moscou
- A coopéré avec les organisations non gouvernementales représentatives des populations autochtones russes numériquement peu importantes
- Membre de l'Association de droit international
- Expert hors cadre de plusieurs commissions de la Douma et du Conseil de la Fédération de Russie
- Formateur du personnel du bureau du Commissaire aux droits de l'homme de la Fédération de Russie (médiateur fédéral)
- Formateur du personnel des bureaux des commissaires régionaux aux droits de l'homme
- Conseiller pour le Conseil des droits de l'homme attaché au Président de la Fédération de Russie
- Membre du Collège de qualification des juges de Moscou de 2003 à 2009

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

«Procedural Gaps Preventing Full and Adequate Implementation of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination» dans: *Journal of European Studies and international Relations*, vol. IV, n° 1/2013 (p. 9 à 14)

«L'examen des communications émanant de particuliers par les organes conventionnels du système des Nations Unies» (en russe) dans: *Mezhdunarodnoye Pravosudiye* (Justice internationale), n° 3(7) 2013 (p. 78 à 94)

«Protection, en droit international, des populations autochtones russes numériquement peu importantes vivant dans le nord» (en russe), chapitre d'une monographie collective sur «La situation actuelle et les voies de développement des populations autochtones russes numériquement peu importantes vivant dans le nord, en Sibérie et dans l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie», 2^e éd., Moscou, 2013 (p. 153 à 165)

«Urgent Legislation Drafting Technique Tasks in the Rule of Law Making in Contemporary Russia» dans: *Regulatory Reforms. Implementation and Compliance*, P^r D^r L. Mader/S. Kabyshev, Nomos, Baden-Baden, 2014 (p. 62 à 80)

«L'évaluation des projets sociaux» (en russe) (coauteur N. Khananashvili), Moscou, 2014, 2^e éd., 2015 (240 pages)

José Francisco Calí Tzay (Guatemala)

Date et lieu de naissance: 27 septembre 1961, Tecpán Chimaltenango (Guatemala)

Langues de travail: Kaqchikel, espagnol et anglais

Situation/fonctions actuelles

Conseiller indépendant d'institutions de la société civile et des autorités publiques du Guatemala et d'interlocuteurs internationaux; conseils sur des questions relatives aux peuples autochtones et à la lutte contre la discrimination raciale

Principales activités professionnelles

Conseils aux organisations de la société civile et aux organismes de l'État en matière de droits des peuples autochtones, des droits de l'homme en général et de la lutte contre la discrimination raciale, séminaires à l'échelle nationale, conférences à l'Université de l'Oklahoma, l'Université du Nouveau Mexique (États-Unis d'Amérique) et à la Bluefields Indian and Caribbean University du Nicaragua

Études

Autodidacte dans les domaines des peuples autochtones et des droits de l'homme, cursus de sciences juridiques et sociales, en attente de l'examen technique professionnel pour obtenir le titre d'avocat, notaire et licencié en sciences juridiques et sociales de l'Université Mariano Gálvez du Guatemala

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Actuellement Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Dans le cadre de son activité de conseiller indépendant, il se consacre à faire connaître la Convention internationale relative à l'élimination de toutes les discriminations raciales dans différents pays d'Amérique latine, afin qu'elle soit comprise et utilisée par les organisations de la société civile et par les États

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

Notes sur la Convention (n° 169) et la lutte contre la discrimination (compendium sur la Convention (n° 169) de l'OIT, *Les défis de sa mise en œuvre en Amérique latine 25 ans après son adoption*, Lima, Pérou, novembre 2014)

Fatimata-Binta Victoire Dah (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance: 18 août 1945, Tougan (Burkina Faso)

Langues de travail: Français, anglais, espagnol, ffuldéd, dioula

Situation/fonctions actuelles

- Diplomate de carrière avec rang de Ministre plénipotentiaire de classe exceptionnelle à la retraite
- Membre et ancienne Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)

Principales activités professionnelles

- **Membre du CERD (depuis 2004):** Présidente du CERD (2008-2009); Vice-Présidente du CERD (2006-2007); a représenté le CERD à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, en 2008
- **1998-2002: Troisième Vice-Présidente** du Comité des femmes africaines Paix et développement OUA/CEA
- **1994-2001:** Conseillère diplomatique du Président du Burkina Faso
- **1991-1994:** Secrétaire générale du Ministère des affaires étrangères: supervision et coordination des services centraux et extérieurs
- **1990-1991: Directrice de la Coopération internationale, au Ministère des affaires étrangères:** Constitution et suivi des dossiers de coopération bilatérale avec les pays partenaires du Nord et ceux du Sud ainsi qu'avec les organisations internationales; négociation des accords de coopération et réunions des commissions mixtes
- **1987-1989: Ministre conseiller** à la Mission permanente à New York (participation aux travaux et réunions de l'Assemblée générale, Cinquième Commission)
- **1981-1987: Première Conseillère** à l'Ambassade à Beijing, Chine
- **1972-1976: Directrice** du Département de l'Afrique au Ministère des affaires étrangères (participation aux sommets des pays non alignés et divers sommets de l'OUA, CEDEAO, CEA)
- **1977-1981: Conseillère technique** au Cabinet du Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso
- **1972:** Chef du Service Asie/Océanie à la Direction des affaires politiques: participation à l'Assemblée générale de l'ONU (Quatrième Commission)

Études

1964-1970

- Institut d'études politiques de Paris et faculté de droit de Paris/Assas (France)
- **Diplôme de sciences politiques/option Relations internationales et Maîtrise de droit public**

1970-1971

- Dotation Carnegie pour la paix, Institut universitaire de hautes études internationales, Institut africain, Genève, Suisse
- Diplôme sanctionnant la formation à la diplomatie
- Stages d'études auprès d'organisations internationales à Genève. Voyages d'études à Bonn (Affaires étrangères), Bruxelles (Commission européenne), Budapest (Affaires étrangères), Paris (Affaires étrangères) et Vienne (Académie diplomatique)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- En tant que Présidente et membre du CERD, a dirigé la délégation du CERD à la Conférence d'examen de Durban à Genève, en 2009; a participé à plusieurs réunions intercomités des organes des traités des droits de l'homme de l'ONU
- A présidé la réunion des présidents des organes conventionnels; a participé à la délégation des experts des organes des traités à New York dans le cadre des consultations visant le renforcement des organes des traités; a représenté le CERD à la session du Comité ad hoc des Nations Unies sur l'élaboration des normes complémentaires; a représenté le CERD à divers panels, séminaires et autres événements relatifs aux droits de l'homme y compris sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le cadre de l'ONU
- Membre de la Commission spéciale qui a élaboré l'avant-projet de la Constitution de Haute-Volta de 1978
- Membre de la Commission d'experts pour le règlement du premier conflit frontalier Mali/Haute-Volta

Ion Diaconu (Roumanie)

Date de naissance: Le 23 octobre 1938

Études

- Faculté de droit, Université de Bucarest, Roumanie, 1956-1960
- Études de doctorat, Université de Genève, 1965-1968
- Ph. D. en sciences politiques, spécialité droit international, Université de Genève, 1971

Activités professionnelles:

- 1960-1965: Ministère des affaires étrangères, Département juridique
- 1968-1979: Ministère des affaires étrangères, Département juridique et Département pour la sécurité et la coopération en Europe
- 1979-1980: conseiller à l'Ambassade de Roumanie, Bruxelles
- 1981-1986: conseiller et ministre conseiller à la Mission permanente de la Roumanie auprès des Nations Unies à New York, représentant à la Sixième Commission
- 1986-1990: Directeur adjoint du Département des organisations internationales et des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères
- 1990-1993: Directeur et Directeur général du Département juridique et consulaire, Ministère des affaires étrangères
- 1990-1993: professeur de droit international à l'École nationale d'études politiques et administrative de Bucarest et dans plusieurs universités privées de Bucarest
- 1993-1997: Ambassadeur de Roumanie au Danemark
- 1994-1997: Ambassadeur de Roumanie en Islande (non-résident)
- 1997-2001: Ambassadeur de Roumanie en Fédération de Russie
- 1993-2001: cours sur les droits de l'homme aux universités de Copenhague, Oslo, Lund, Stockholm et Moscou
- 2001-2004: Secrétaire général au Ministère des affaires étrangères en charge des services juridiques et consulaires
- 2001-2005: professeur de droit international à l'École nationale d'études politiques et administratives, à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, à l'Université de Bucarest (faculté d'histoire) et à l'Université «Dimitrie Cantemir» (Bucarest)
- 2005-2008: conseiller à la Chambre des députés, Commission de politique étrangère
- Octobre 2006-octobre 2010: professeur à l'Université Spiru Haret de Bucarest, enseignant «La protection juridique des droits de l'homme», «Le droit diplomatique et consulaire», «Les relations internationales» et aux études mastéales «Les organisations européennes et euroatlantiques»; depuis octobre 2010, professeur associé à l'Université Spiru Haret de Bucarest, enseigne «La protection juridique des droits de l'homme», «Le droit diplomatique et consulaire» et aux études mastéales «Les organisations européennes et euroatlantiques»

- Depuis 2013: professeur associé à l'Université Spiru Haret de Bucarest; enseigne «Le droit des libertés fondamentales» et «Le droit international public» et à l'Université de Bucarest au cours de mastérot, enseigne «La responsabilité des États en droit international»

Participation à des conférences internationales majeures

1963: Vienne, Conférence pour la codification du droit consulaire

1964: Genève, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

1972-1975: Helsinki et Genève, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

1978: Belgrade, réunion générale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

1980: Madrid, réunion générale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

1981-1985: sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

1985: Ottawa, réunion sur les droits de l'homme, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

1986: Vienne, réunion générale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

1988: session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme

1991-1993: Budapest, sessions de la Commission du Danube

1996: Conférence mondiale sur le développement social, Copenhague

1999: réunion sur la Décennie du droit international, Saint-Petersbourg

2001: Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban. 2009, Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Qualité de membre d'organes juridiques internationaux

1988-1991: membre de la Sous-Commission des Nations Unies pour la protection des minorités et la lutte contre la discrimination

1991-2002: membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

1988-2002: membre de la Cour permanente d'arbitrage

2002-2003: Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

2008-2015: membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, rapporteur du Comité

2013-2015: membre du Comité pour les langues régionales ou minoritaires, Conseil de l'Europe

Informations complémentaires sur les activités scientifiques du candidat

Activités scientifiques

- Contribution à une étude sur les normes impératives en droit international (*jus cogens*), 1971, en français
- Les normes impératives en droit international, 1977, en roumain

- Cours de droit international public, 1993 (première édition)
- 1995 (deuxième édition) en roumain
- Droits de l'homme, 1993, en roumain; Droits de l'homme selon le droit international contemporain, 2001, en roumain; Droits de l'homme selon le droit international contemporain, théorie et pratique, 2010, en roumain
- Les minorités – statut et perspectives, 1996, en roumain
- Les minorités – identité et perspectives, 1996, en roumain
- Les minorités – identité et égalité, 1998, en roumain
- Les minorités au troisième millénaire, 1999, en roumain
- Les minorités selon le droit international, 2001, en anglais
- Traité de droit international, vol. I (Introduction, Sources et Sujets), 2002, vol. II (Représentation, Espaces et Population), 2003, en roumain
- Vol. III (Rapports économiques internationaux, Voies et moyens pour réaliser la coopération internationale), 2005, en roumain
- La Cour pénale internationale – une nouvelle étape, 2002, en anglais
- Discrimination raciale, 2005, en roumain
- Discrimination raciale, 2007, en anglais, publié par l'Office du PNUD de Bucarest
- Discrimination raciale, 2011, en anglais, publié par Eleven Publishers, La Haye
- Manuel de droit international public, 2006, en roumain, deuxième édition 2007; troisième édition 2010
- La culture et les droits de l'homme, 2012, en roumain, Ed. Pro Universitaria
- La responsabilité internationale en droit international, 2013, en Roumain, Ed. Pro Universitaria
- Introduction en droit international public, 2014, en roumain, Ed. Pro Universitaria; Speaking different-living together, linguistic rights, Ed. Al Ata, 2015
- Plus de 100 études et articles sur divers sujets de droit international et sur les droits de l'homme, publiés dans des revues et des livres de spécialité, en roumain, en anglais et en français

Michael Karayanni (Israël)

Date de naissance: 24 mai 1964

Langues de travail: Arabe, hébreu et anglais

Situation/fonctions actuelles

- Titulaire de la chaire Bruce W. Wayne de droit international, faculté de droit, Université hébraïque de Jérusalem
- Directeur des études – Centre d'étude du multiculturalisme et de la diversité, Université hébraïque de Jérusalem
- Professeur de droit invité à la faculté de droit de l'Université de Georgetown, Washington, États-Unis d'Amérique (automne 2015)

Principales activités professionnelles

J'enseigne trois cours à la faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem et je participe à trois grands projets de recherche: le premier traite du dilemme progressiste posé par l'accommodation des minorités religieuses dans les États nations, étant entendu que le progressisme contribuera à une telle accommodation mais qu'il doit aussi être sensible à la vulnérabilité des membres de minorités telles que les femmes et les enfants; le deuxième projet porte sur l'application extraterritoriale de l'accès au droit à la justice; le troisième projet traite de l'histoire et de la nature de la reconnaissance accordée aux communautés religieuses palestino-arabes en Israël. Je supervise aussi le travail d'un postdoctorant et de quatre doctorants.

Études

- **Université de Pennsylvanie, titre de docteur en sciences juridiques (SJD), 2003**, Philadelphie, États-Unis d'Amérique, bourse Fulbright; bourse Rothschild
- **Université hébraïque de Jérusalem, titre de docteur en droit (LLD), 2000**, Jérusalem, Israël, *Mention*: très bien, prix Bronfman
- **Université George Washington, maîtrise de droit (LLM), 1994**, Washington, États-Unis d'Amérique, Programme de bourse israélo-arabe
- **Université Bar-Ilan, Licence de droit (LLB), 1990**, Ramat Gan, Israël

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Je me suis intéressé à différentes questions relatives aux droits de l'homme, spécialement les droits des groupes et le multiculturalisme, tant dans mon domaine de travail universitaire que dans le cadre d'activités extra-universitaires. J'ai aussi lancé la création d'un centre de recherche et d'analyse sur les relations entre les groupes en Israël; il s'agit du premier projet de ce type mené dans le domaine universitaire en Israël. On trouvera ci-après une liste de mes principales publications universitaires dans ce domaine à l'appui de mes travaux de recherche. En ce qui concerne mes activités extra-universitaires, je voudrais signaler le fait que j'ai été membre du Conseil de l'Association des droits civiques en Israël, principale association des droits de l'homme du pays, et que, depuis 2009, je suis membre du Comité qui décerne le prix des droits de l'homme Emil Grunzweig aux organisations et aux particuliers dont l'action a considérablement contribué à l'avancement de la cause des droits de l'homme en Israël. J'ai aussi été membre de l'École de la paix, à Naveh Shalom – Wahat El Salam, qui mène différentes activités concernant la coexistence.

Principales publications les plus récentes dans le domaine considéré

- *Conflicts in a Conflict: A Conflict of Laws Study on Israel and the Palestinian Territories* (OUP, 2014) (avec S. Hasson)
- *Barriers on the Road to Equality* (Floersheimer, 2006) (en hébreu)
- *The Availability of Israeli Court to Palestinian Plaintiffs*, dans *Private International Law and Global Governance*, p. 211 à 241 (OUP, 2015)
- *The Acute Multicultural Entrapment of the Palestinian-Arab Religious Minorities*, dans *Mapping the Legal Boundaries of Belonging*, p. 225 à 251 (OUP, 2014)
- *Two Concepts of Group Rights for the Palestinian-Arab Minority under Israel's Constitutional Definition as a 'Jewish and Democratic' State*, dans *International Journal of Constitutional Law*, n° 10, p.304 à 339 (2012)

Yanduan Li (Chine)

Date et lieu de naissance: 23 janvier 1955, Beijing

Langues de travail: Chinois, anglais, russe

Situation/fonctions actuelles

- Depuis 2013: Ambassadrice de Chine auprès de l'État indépendant de Samoa
- Depuis 1993: membre de la Société chinoise de droit international
- Depuis 2011: membre de la Société chinoise des affaires diplomatiques

Principales activités professionnelles

- 2011-2013: Représentante spéciale du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine pour les négociations sur les changements climatiques
- 2006-2010: Consule générale adjointe de la République populaire de Chine à Sydney (Australie)
- 2001-2005: Chef de la Division des affaires juridiques au Bureau du Commissaire du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine dans la Région administrative spéciale de Hong Kong
- 1994-2000: Conseillère au Département du droit et des traités, Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
- 1990-1994: Deuxième et Première Secrétaire de la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès des Nations Unies (Bureau juridique)
- 1985-1990: Troisième et Deuxième Secrétaire, Division des droits de l'homme, Département du droit et des traités, Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
- 1980-1984: attachée à la Division des traités du Département du droit et des traités au Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine
- 1975-1980: membre du Bureau des affaires générales au Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

Études

- 1985 – Maîtrise de droit (LLM), faculté de droit de l'Université Columbia, New York
- 1980 – Bachelor of Arts, Université des affaires étrangères de Chine (faculté de droit international à Beijing) (Chine)
- 1975 – Bachelor of Arts, faculté des langues étrangères de Beijing (faculté de littérature russe)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- 2011-2013: Chef adjoint ou Chef de la délégation chinoise aux dix-septième et dix-huitième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques à Durban et Doha, aux seizième et dix-septième sessions du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à

l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto et à d'autres réunions de négociation et consultation concernant le Protocole de Kyoto

- 1994-2001: Participation en tant que Chef ou Chef adjoint de la délégation chinoise à toutes les réunions de négociation du Comité ad hoc sur la création d'une cour criminelle internationale, de la Commission préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale et de la Conférence diplomatique plénipotentiaire des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale
- 1990-1994: en tant que déléguée suppléante ou déléguée de la Chine aux quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, participation aux réunions de la Sixième Commission, de la Troisième Commission, du Comité spécial de la Charte des Nations Unies, du Comité sur les relations avec le pays hôte et à certaines réunions du Conseil de sécurité concernant des questions juridiques
- 1986-1990: déléguée adjointe de la délégation chinoise à la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, participation aux travaux de la Troisième Commission; déléguée de la délégation chinoise aux quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de la Commission des droits de l'homme, participation aux réunions de la Commission et aux réunions de négociation du Groupe de travail sur les droits de l'enfant, du Groupe de travail sur les droits des travailleurs migrants et du Groupe de travail sur les droits et la dignité des personnes handicapées

Publications les plus récentes dans le domaine du Comité

Coauteur de «Commentaire sur la Charte des Nations Unies», en chinois, publié à Shanxi (Chine)

Nicolás Marugán (Espagne)

Date et lieu de naissance: 30 juin 1970, Madrid

Langues de travail: Anglais et espagnol.

Situation/fonction actuelle

Depuis le 1^{er} décembre 2014, en congé volontaire de la fonction publique; travaille sur des questions de développement avec des organisations non gouvernementales spécialisées dans ce domaine

Principales activités professionnelles

- Mai 2009-novembre 2014: Directeur de l'Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie, Centre espagnol d'observation du racisme, au Ministère du travail et l'immigration, puis au Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale: dans ce cadre, analyse de l'évolution du racisme et de la xénophobie en Espagne; promotion de l'égalité et de la non-discrimination; représentant de l'Espagne dans plusieurs organes de l'ONU (Examen périodique universel, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale); lien officiel entre l'Espagne et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne; point de contact national de l'intégration des immigrants dans le réseau coordonné par la Commission européenne et le point national de contact du bureau chargé des questions de tolérance et de non-discrimination, au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE
- Au cours de ces années, mon équipe et moi-même avons élaboré et coordonné la préparation de la stratégie contre le racisme, la discrimination raciale et autres formes d'intolérance qui a été adoptée par le Gouvernement
- Depuis 1999, j'ai occupé des postes publics dans les domaines de l'emploi et de logement

Études

1988-1993: licence en droit, Universidad Complutense de Madrid

2008-2009: études sur l'émigration et le développement, Universidad Carlos III de Madrid

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

J'ai travaillé comme bénévole dans deux organisations non gouvernementales: Amnesty International (Madrid) pendant quatre ans, sur la question des violations des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël; la Croix-Rouge espagnole pendant quatre ans, dans le domaine de l'aide aux enfants vivant avec le VIH.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- *Estrategia integral contra el racismo, Discriminación Racial, xenofobia y otras formas de intolerancia* (Coordination de la rédaction), 2011
- Ministère de l'intérieur et le Ministère du travail et la sécurité sociale, *Manual para entrenamiento de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado para la identificación y registro de incidentes racistas o xenófobos* (manuel qui a servi à former plus de 20 000 policiers), 2012

- Publications de l'OIM. *La xenofobia y la discriminación. Desafíos y políticas públicas en España*, 2012
- Anuario 2011 de la Inmigración en España. CIDOB, Diputació de Barcelona y Fundación Ortega Marañón. *La lucha contra el racismo, la xenofobia y otras formas relacionadas de intolerancia y discriminación*
- Publications en anglais et en espagnol de l'Observatoire espagnol des phénomènes racistes et xénophobes disponibles sur: <http://explotacion.mtin.gob.es/oberaxe/>

Gay Mcdougall (États-Unis d'Amérique)

Date et lieu de naissance: 13 août 1947, Atlanta, Géorgie

Langue de travail: Anglais

Situation/fonction actuelle

Chercheuse résidente au Centre Leitner sur le droit international et la justice, faculté de droit de l'Université de Fordham

Principales activités professionnelles

- Experte indépendante auprès des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités (2005-2011)
- Experte du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1998-2001)
- Directrice exécutive de l'organisation Global Rights (1994-2006)
- Directrice du Projet Afrique du Sud du Lawyers' Committee for Civil Rights under Law (1980-1994)

Études

- Maîtrise de droit (LLM), London School of Economics and Political Science; Londres. Spécialisation: droit international public (1978)
- Doctorat en droit (JD), faculté de droit de Yale; New Haven, Connecticut (1972)
- Bachelor of Arts, Bennington College; Bennington, Vermont (1969)
- Docteur honoraire en droit de la faculté de droit de l'Université de Georgetown, de l'Université de Witwatersrand (Afrique du Sud), de la faculté de droit de la City University de New York et du Agnes Scott College

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Professeure invitée Mulligan en droit international, faculté de droit de Fordham (2013)
- Professeure invitée en droits de l'homme, faculté de droit de l'Université de Georgetown (2011-2012)
- Présidente du Forum des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités (2007-2011)
- Chercheuse résidente à la faculté de droit de Washington de la American University (2006-2008)
- Membre de la Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud (1994)
- Experte (suppléante) à la Sous-Commission des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme (1997-2000)

Liste de publications choisies

- Préface de Minority Rights Group International, *State of the World's Minorities, 2009: The Right of Minorities to Education* (2009)

- «Roma in Europe: Racism is Alive and Well», *Edinburgh Journal*, 22 novembre 2008
- «Minorities, Poverty and the Millenium Development Goals: Assessing Global Issues», dans *International Journal on Minority and Group Rights*, n° 14, p. 333 (2007)
- Préface de Minority Rights Group International, *State of the World's Minorities, 2006* (2006)
- Préface de Minority Rights Group International, *Minority Rights in Kosovo under International Rule* (2006)
- «Decade of Human Rights Struggles», dans *Human Rights Brief*, n° 11, p. 12 (printemps 2004)
- «The World Conference Against Racism: Through a Wider Lens», dans *Fletcher Forum of World Affairs*, vol. 26, n° 2, p. 135 (2002)
- «Racial Discrimination as a Violation of International Law: International Standards and Mechanisms», chap. 15, dans *Beyond Racism: Race And Inequality In Brazil, South America, And the United States* (Charles V. Hamilton *et al.*, éd. 2001)
- «Toward a Meaningful Regime: The Domestic Relevance of International Efforts to Eliminate All Forms of Racial Discrimination», *Howard L. J.*, vol. 40, n° 3, p. 571 (1996-1997)

Pastor Elias Murillo Martínez (Colombie)

Date et lieu de naissance: 8 août 1963, Andagoya – Istmina, Chocó (Colombie)

Langue de travail: Espagnol

Situation/fonctions actuelles

Conseiller de la Vice-Ministre de l'intérieur pour la participation et l'égalité des droits (Colombie); Expert indépendant du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et conseiller honoraire de l'Alliance mondiale des maires et dirigeants africains et de descendance africaine

Principales activités professionnelles

Auteur de l'initiative à l'origine de l'adoption de la résolution 64/169 de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant l'année 2011 Année internationale des personnes d'ascendance africaine, puis de la résolution 68/237, par laquelle l'Assemblée générale a proclamé la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine; Rapporteur de la recommandation générale n° 34 du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale contre les personnes d'ascendance africaine, coauteur de la décision andine n° 391, relative à l'accès aux ressources génétiques et à leurs produits dérivés. En 2014, a fait partie de la mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA) au Pérou, et a réalisé des études pour cette organisation. Chef suppléant de la délégation de la Colombie aux conférences de Santiago et de Durban, et membre de l'équipe de négociation du Traité de libre-échange avec les États-Unis

Études

Avocat, Université autonome de Colombie – Bogotá, 1994, spécialisé dans l'analyse des problèmes sociaux axée sur les droits de l'homme; Université de la Rioja, Espagne 2013; spécialisation en droit de l'environnement, Université INCCA de Colombie, Bogota, 1995; diplôme en droits de l'homme, Défenseur du peuple, Bogotá, 1999; Cours de leadership, Département d'État des États-Unis d'Amérique, 2007

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Spécialiste de la formulation et de la mise en place de politiques publiques en faveur de la population d'ascendance africaine. À deux occasions, a occupé le poste de directeur des affaires afro-colombiennes au Ministère de l'intérieur; ancien conseiller et Directeur chargé de la direction des droits de l'homme du Ministère des relations extérieures et auteur de l'initiative qui a abouti à la rédaction de l'article 113 de la loi 50 de 1990, qui a garanti la pension de retraite de plus de 750 anciens travailleurs de l'entreprise Metales Preciosos del Chocó

Publications les plus récentes dans le domaine considéré

Éditoriaux dans le quotidien *La Razón Pública*: «Los discursos de odio y la penalización del racismo» (8 décembre 2014); «A propósito de las curules usurpadas: ¿quiénes somos “afrodescendientes”?» (4 août 2014); «Los afrodescendientes: incluidos en el deporte pero excluidos de la política» (14 juillet 2014); «Discriminación racial: comprendiendo el problema para enfrentarlo» (20 janvier 2014)

Salomé Ndayisaba (Burundi)

Date et lieu de naissance: 25 novembre 1974, Kabogo-Giteranyi

Langue de travail: Français

Situation/fonction actuelle

Mariée, fonctionnaire avec le titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Burundi, actuellement Directrice générale de l'inspection diplomatique, de la diaspora et de la communication

Principales activités professionnelles

- Planifier les activités du Ministère des relations extérieures et de la coopération internationale
- Évaluer la mise en œuvre du Plan d'action du Ministère
- Évaluer les activités des missions diplomatiques du Burundi à l'étranger
- Mobiliser la diaspora burundaise pour le développement de leur mère patrie, le Burundi
- Communiquer aux missions diplomatiques et consulaires du Burundi à l'étranger et aux missions diplomatiques et consulaires accrédités au Burundi des informations sur le Burundi

Études

- Études universitaires en sciences humaines
- Formation de trois mois en genre et en droit international
- Formation de trois mois sur la diplomatie et les relations Internationales

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

- Représentant du Gouvernement de la République du Burundi au Comité régional des 12 pays de la région des Grands Lacs, de prévention et de répression des crimes contre l'humanité et de toute forme de discrimination
- Point focal du Ministère pour les questions liées à l'égalité des sexes

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine

Pas de publications dans le domaine sauf les rapports d'activités dans le domaine

Verene Albertha Shepherd (Jamaïque)

Date et lieu de naissance: 16 avril 1951, St. Mary (Jamaïque)

Langues de travail: Anglais, espagnol (bon niveau de lecture, niveau fonctionnel à l'oral)

Situation/fonctions actuelles

- Professeur d'histoire sociale à l'Université des West Indies, Jamaïque, spécialisation en histoire subalterne
- Directeur d'université à l'Institut régional des études sur le développement et la question du genre, Université des West Indies
- Membre (et ancienne Présidente) du Groupe de travail des Nations Unies sur les peuples d'ascendance africaine
- Membre du Conseil des études atlantiques; esclavage et abolition; Journal international des études sur la renaissance africaine
- Membre du Forum international des femmes et invitée de l'émission radiophonique «Talking History» (Nationwide 90 FM, Jamaïque)

Principales activités professionnelles

Le poste principal que j'occupe est celui de directrice de l'Institut universitaire d'études sur le développement et les questions du genre. Dans ce cadre, je supervise l'équipe des trois principaux campus de l'Université des West Indies (UWI), j'administre un programme de graduat de l'Unité de coordination régionale de l'Institut des études de développement et des questions concernant le genre et je supervise la mise en place d'une politique du genre dans l'université, conformément aux objectifs stratégiques de l'institution. Je m'occupe également de recherches et de publications, d'activités de sensibilisation à la question des droits de l'homme et fais partie du Conseil consultatif de l'École de la police de Jamaïque. Je participe aussi activement à l'action menée par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (ONU), où je suis la représentante du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et dont j'ai occupé la présidence.

Études

- 1988: doctorat en histoire, Université de Cambridge
- 1985: master en philosophie (histoire), Université des West Indies
- 1976: Bachelor of Arts, (histoire), Université des West Indies
- J'ai aussi une formation officielle de pédagogie

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité

Actuellement, l'action principale que je mène concernant le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination raciale se fait dans le cadre du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine. Notre mandat traite directement de la lutte contre la discrimination et contre la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Nous participons activement à la lutte contre la discrimination raciale, spécialement l'afrophobie. Nos visites dans les pays nous offrent l'occasion d'examiner la situation des droits de l'homme sur le terrain et de mettre en évidence les meilleures pratiques et les difficultés qui se présentent dans le domaine de la discrimination raciale. Je participe à l'action de deux organisations non gouvernementales, les Jamaïcains pour la justice et la

Coalition 51 % de la Jamaïque, qui œuvrent en faveur de la justice en matière d'égalité des sexes dans les postes de direction. J'utilise mon programme radio pour traiter de problèmes relatifs aux droits de l'homme. Je participe aussi à des interviews et à des documentaires radio (aux niveaux local, régional et international) qui sont axés sur les études relatives à la discrimination raciale et à la condition subalterne; je donne de nombreuses conférences qui rejoignent le mandat du Comité sur l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine. J'ai également participé à la Conférence Vienne+20 en Autriche, en juin 2013.

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine

- 2011: Verene A. Shepherd (éd.), *Engendering Caribbean History: Cross-cultural Perspectives* (Kingston: Ian Randle)
- 2007: Verene A. Shepherd, *I Want to Disturb My Neighbour: Lectures on Slavery, Emancipation and Postcolonial Jamaica* (Kingston: Ian Randle)
- 2006: Verene Shepherd/Hilary Beckles, *Freedoms Won: Caribbean Emancipations, Ethnicities and Nationhood* (Cambridge UP)
- 2004: Beckles/Shepherd, *Liberties Lost: Caribbean Indigenous Societies and Slave Systems* (Cambridge UP)
- 2002: Verene A. Shepherd, *Maharani's Misery* (Kingston: UWI Press)

Mario Jorge Yutzis (Argentine)

Lieu et date de naissance: Buenos Aires, 26 juillet 1936

Langues de travail: Espagnol, français, anglais, italien, portugais

Situation/fonctions actuelles

- Professeur émérite et membre de la Commission d'évaluation institutionnelle de l'Institut universitaire ISEDET
- Vice-Président et coordonnateur pour l'Amérique latine du Mouvement international contre la discrimination et le racisme

Principales activités professionnelles

Ancien professeur titulaire de l'Institut universitaire ISEDET des chaires d'anthropologie philosophique, herméneutique et réalité latino-américaine (du point de vue des relations internationales). Ancien membre du Conseil supérieur de l'Institut universitaire ISEDET et ancien secrétaire de recherches du même institut. Directeur titulaire de la chaire sur les modalités complémentaires de règlement des différends, paix et réconciliation (en cours) à l'Institut universitaire ISEDET

Titres universitaires

Licencié en théologie de la faculté luthérienne de théologie José C. Paz, Buenos Aires, docteur en philosophie et sciences de la religion de l'Université de Strasbourg, France

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'homme

- Expert, Président et Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, de 1984 à 2008
- Ancien responsable spécial de la liaison du CERD avec la Commission des droits de l'homme
- Membre du Groupe de contact du CERD auprès de la Commission des droits de l'homme pour l'organisation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes connexes d'intolérance à Durban
- Délégué du CERD à la Conférence mondiale de Durban
- Expert et orateur à la Réunion d'experts pour l'Amérique latine préparatoire à la Conférence mondiale de Durban (Santiago du Chili)
- Expert et orateur au Colloque des Nations Unies sur la protection des droits de l'homme dans les flux migratoires, en vue de la Conférence mondiale de Durban (Santiago du Chili)
- Délégué du CERD pour une mission de conseil en Croatie pendant le conflit entre la Croatie et la Serbie. Dans le cadre du Programme d'assistance technique en matière de droits de l'homme de l'ONU
- Invité par le Gouvernement du Guatemala et désigné par le CERD pour accomplir une mission de conseil dans ce pays dans le cadre du Programme d'assistance technique en matière de droits de l'homme de l'ONU

- Délégué du Service de conseil et du Programme d'assistance technique sur les droits de l'homme de l'ONU pour une mission d'évaluation des besoins en matière de protection des droits de l'homme au Salvador, en vue d'y installer un bureau des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- Ancien conseiller en droits de l'homme de la Mission permanente de la République argentine auprès des Nations Unies à Genève
- Ancien membre du Conseil consultatif d'ARIS (Service international d'information antiracisme)
- Actuel Vice-Président du Mouvement international contre la discrimination et le racisme et Coordonnateur pour l'Amérique latine
- Organisateur du Symposium international de l'IMADR sur les nouvelles formes de racisme, Nations Unies, Genève, 1992
- Invité de la Commission interministérielle des droits de l'homme du Gouvernement français au Colloque de Lyon à titre d'orateur sur le thème Racisme et droits de l'homme, dans le cadre du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme
- Président et coordonnateur de la réunion entre le CERD et la Commission du droit international sur la question des réserves des États aux articles de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- Organisation et présidence, au CERD, des débats thématiques sur la question des non-citoyens, sans papiers, apatrides et réfugiés et du débat thématique sur la prévention du génocide
- Représentant de l'Argentine et intervenant au séminaire sur le droit des peuples à la paix organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, les 15 et 16 décembre 2009

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine

- Éditeur de l'annuaire d'IMADR, *Peoples for Human Rights* (édition spéciale sur la mondialisation et la discrimination)
- Coéditeur du volume 9 de l'annuaire: *Peoples for Human Rights* du Mouvement international contre le racisme et la discrimination, octobre 2004, titre: *Descent-Based-Discrimination. 250 million worldwide oppressed under caste and analogous systems of inherited status*
- *Obstáculos y Alternativas en la Lucha contra el Racismo y la Xenofobia en Relación con las Poblaciones Migrantes*, UNED, Madrid
